

Article 5

L'Instrument de Financement est autorisé à accorder des subventions de capital, d'intérêts ainsi que d'autres interventions financières en vue des opérations telles que définies à l'article 4, que celles-ci soient financées ou non par des moyens propres, des prêts, du crédit-bail ou par d'autres moyens de financement approuvés par le Gouvernement flamand, dans les limites autorisées par la Communauté européenne.

Article 6

L'Instrument de Financement est autorisé à accorder une garantie aux prêts destinés aux opérations dans le secteur de la pêche et de l'aquiculture telles que définies à l'article 4;

Le Gouvernement flamand fixe les conditions et les modalités auxquelles la garantie peut être accordée et versée.

Le Parlement flamand fixe, pour chaque année budgétaire, le montant maximal pour lequel l'Instrument de Financement peut accorder une garantie.

Article 7

§ 1er. Les organisations de crédit, les sociétés de crédit-bail et les organismes rendant des moyens financiers disponibles en vue de la réalisation des buts envisagés, dénommées ci-après sociétés de financement, doivent faire l'objet d'un agrément.

§ 2. Le Gouvernement flamand fixe les conditions et modalités d'agrément des sociétés de financement.

Article 8

Les demandes de subvention doivent être introduites auprès de l'administration compétente par l'entreprise-même ou par une société de financement agréée rendant des moyens financiers disponibles.

Article 9

Les ressources de l'Instrument de Financement sont :

- a) une dotation annuelle à charge du budget général des dépenses de la Communauté flamande;
- b) les remboursements provenant de l'exécution des missions de l'Instrument de Financement;
- c) le solde éventuel du budget de l'année précédente;
- d) les contributions destinées à la garantie;
- e) les interventions de la Communauté européenne dans les dépenses de la Communauté flamande destinées à la pêche et à l'aquiculture flamandes;
- f) les donations et legs.

Article 10

La garantie de la Région flamande est accordée à l'ensemble des prêts visés à l'article 6 garantis par l'Instrument de Financement.

Article 11

Le Gouvernement flamand établit annuellement un rapport relatif au fonctionnement et à la gestion de l'Instrument de Financement. Le Gouvernement flamand charge également les personnes compétentes de l'Administration de l'Agriculture et de l'Horticulture d'établir un rapport annuel sur le secteur de la pêche et de l'aquiculture flamandes. Ces rapports sont communiqués au Parlement flamand avant le 30 juin de l'année suivante.

Article 12

L'Instrument de Financement est géré par le Gouvernement flamand. Il met à la disposition de l'Instrument de Financement les services, équipements, installations et membres du personnel de ses services nécessaires et peut, conformément aux principes généraux en vigueur en cette matière, déléguer certaines de ses compétences au fonctionnaire dirigeant qu'il désigne à cet effet.

Article 13

Le présent décret produit ses effets le 1^{er} janvier 1997.

Promulguons le présent décret et ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 mai 1997

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

La Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

Le Ministre flamand de l'Economie, des PME, de l'Agriculture et des Médias,

E. VAN ROMPUY

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 97 — 1174

[C — 97/31226]

6 FEVRIER 1997. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle dans le cadre de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle

Le Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 mai 1990 modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 juillet 1990 modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 avril 1991 modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 tel que modifié le 11 juillet 1990 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 10 février 1997;

Vu l'accord du Président du Collège de la Commission communautaire française ayant le budget dans ses attributions donné le 11 février 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, §1^{er}, modifié par les lois du 9 août 1980, le 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'entrée en vigueur du présent arrêté au 1^{er} février 1997 est indispensable pour le respect des impératifs budgétaires;

Sur la proposition du Membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la Reconversion et du recyclage professionnels, de l'enseignement et de la promotion sociale,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *La prime de formation*

Article 1^{er}. La prime de formation professionnelle visée à l'article 5, § 1^{er}, 1 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle est fixée à 40 francs par heure de formation effectivement suivie.

Art. 2. Le paiement de la prime se fait mensuellement pour la moitié de celle-ci et en fin de formation pour l'autre moitié.

Art. 3. § 1^{er}. La prime prévue à l'article 1^{er} du présent arrêté est octroyée, à la condition de suivre une formation dans un centre créé par le Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, une formation collective dans une entreprise ou une formation collective ou individuelle dans un établissement d'enseignement :

- aux demandeurs d'emploi inoccupés inscrits depuis un an à l'ORBEM. Les périodes d'activité professionnelle ou d'indisponibilité sur le marché de l'emploi inférieures à 3 mois sont assimilées à des périodes d'inoccupation;

- aux demandeurs d'emploi inscrits à l'ORBEM qui relèvent du public I.S.P., tel que défini dans le décret du 27 avril 1995 relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socio-professionnelle et au subventionnement de leurs activités de formation professionnelle en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre des dispositifs coordonnés d'insertion socio-professionnelle, et notamment l'article 3;

- aux demandeurs d'emploi inscrits à l'ORBEM qui bénéficient du minimum de moyens d'existence ou qui sont bénéficiaires de l'aide sociale au taux du minimum de moyens d'existence;

- aux demandeurs d'emploi handicapés inscrits à l'ORBEM et enregistrés au Fonds pour l'Intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

§ 2. La prime n'est pas octroyée aux stagiaires, en cas de formation professionnelle individuelle en entreprise.

CHAPITRE 2 — *L'indemnité pour frais de déplacement et de séjour*

Art. 4. § 1^{er}. L'indemnité pour frais de déplacement et de séjour est octroyée au stagiaire bénéficiant de la prime prévue à l'article 3, ainsi qu'au chômeur bénéficiant d'allocations de chômage ou d'attente, inscrit comme demandeur d'emploi, qui suit une formation professionnelle individuelle en entreprise.

§ 2. Le stagiaire visé à l'alinéa 1^{er} du présent article a droit au remboursement des frais résultant d'un déplacement journalier aller-retour.

Quel que soit le moyen de transport employé, le remboursement des frais exposés est limité au coût du transport en commun le moins onéreux.

L'intéressé doit produire les pièces justifiant la réalité des débours invoqués par lui.

§ 3. Sans préjudice des avantages prévus au § 2, le stagiaire qui doit s'absenter de son foyer plus de treize heures par jour en employant un moyen normal de transport en commun et qui ne rejoint sa résidence qu'une fois par semaine, a droit à une indemnité de séjour dont le montant est fixé à 148,5 F par jour. Ce montant est lié à l'indice des prix à la consommation.

Le Comité de gestion peut accorder dans des circonstances exceptionnelles, les avantages prévus à l'alinéa précédent, lorsque la durée de l'absence du foyer est inférieure à treize heures.

CHAPITRE 3. — *Dispositions finales et transitoires*

Art. 5. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle, l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 juillet 1990 modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle et l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 avril 1991 modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 tel que modifié le 11 juillet 1990 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle sont abrogés dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 1997. Il ne s'applique qu'aux contrats de formation prenant cours après cette date.

Art. 7. Le Membre du Collège de la Commission communautaire française ayant la formation professionnelle dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 février 1997.

Le Collège de la Commission communautaire française :

H. HASQUIN,

Président du Collège

E. TOMAS,

Membre du Collège chargé de la Reconversion et du Recyclage professionnels

—————
VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 97 — 1174

[C — 97/31226]

6 FEBRUARI 1997. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toekenning van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen via het Brussels Franstalig Instituut voor Beroepsopleiding

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 mei 1990 tot wijziging van het besluit van de Franse Gemeenschap van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 mei 1987 betreffende de toekenning van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 11 juli 1990 tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 mei 1987 betreffende de toekenning van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 april 1991 tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 mei 1987 zoals gewijzigd op 11 juli 1990 betreffende de toekenning van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen;

Gelet op het advies van het Beheercomité van het Brussels Franstalig Instituut voor Beroepsopleiding;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 februari 1997;

Gelet op het akkoord van de Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie belast met Begroting, gegeven op 11 februari 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 en inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de hoogdringendheid;

Overwegende dat de inwerkingtreding van dit besluit op 1 februari 1997 noodzakelijk is om de budgettaire prerogatieven te doen naleven;

Op voorstel van het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie belast met Beroepsomscholing en -bijscholing, Onderwijs en Sociale Promotie,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — De opleidingspremie

Artikel 1. De premie voor de beroepsopleiding bedoeld in artikel 5, § 1, 1, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding is vastgesteld op 40 frank per uur aan werkelijk gevolgde opleiding.

Art. 2. De helft van de premie wordt maandelijks uitbetaald en de andere helft volgt op het einde van de opleiding.

Art. 3. De in artikel 1 van dit besluit bedoelde premie wordt toegekend, op voorwaarde dat een opleiding wordt gevolgd in een centrum dat is opgericht door het Beheercomité van het Brussels Franstalig Instituut voor Beroepsopleiding, een gezamenlijke opleiding in een onderneming of een gezamenlijke of individuele opleiding in een onderwijsinstelling :

- aan de werkloze werkzoekenden die sedert één jaar ingeschreven zijn bij de BGDA. De perioden van beroepsactiviteiten of arbeidsongeschiktheid van minder dan 3 maand zijn gelijkgesteld aan perioden van werkloosheid;

- aan de werkzoekenden die ingeschreven zijn bij de BGDA en de doelgroep van de SPI vormen, zoals bepaald in het decreet van 27 april 1995 betreffende de erkenning van bepaalde instellingen voor sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces en betreffende de betoelaging van hun activiteiten aangaande beroepsopleiding om, in het raam van de gecoördineerde voorzieningen voor de sociale integratie en de inschakeling in het arbeidsproces, inzonderheid op artikel 3, de kansen te verhogen van de werkloze werkzoekenden die weinig kans maken op het vinden of opnieuw vinden van werk;

- aan de werkzoekenden die ingeschreven zijn bij de BGDA en het bestaansminimum trekken of sociale bijstand genieten voor een bedrag gelijk aan het bestaansminimum;

- aan de gehandicapte werkzoekenden die ingeschreven zijn bij de BGDA en bij het Fonds voor de Sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

§ 2. De premie wordt niet toegekend aan de stagiairs ingeval zij een individuele beroepsopleiding lopen in een onderneming.

HOOFDSTUK 2. — *De vergoeding van de verplaatsings- en verblijfskosten*

Art. 4. § 1. De vergoeding van de verplaatsings- en verblijfskosten wordt toegekend aan de stagiair die geniet van de in artikel 3 bedoelde premie, evenals de werkloze die een werkloosheidsuitkering of wachtgeld krijgt en ingeschreven staat als werkzoekende en een individuele beroepsopleiding volgt in een onderneming.

§ 2. De in het eerste lid van dit artikel bedoelde stagiair heeft recht op een vergoeding van de onkosten voor een dagelijkse heen- en terugreis.

De vergoeding van de gemaakte onkosten is, ongeacht het gebruikte vervoermiddel, beperkt tot de goedkoopste kostprijs per openbaar vervoer.

De betrokkene moet bewijsstukken voorleggen waaruit blijkt dat hij echt aanspraak kan maken op de terugbetalingen.

§ 3. Onverminderd de in § 2 bedoelde voordelen heeft de stagiair, die dagelijks langer dan 13 uren van huis is en gebruikt maakt van een normaal openbaar vervoermiddel en slechts een maal per week naar zijn verblijfplaats terugkeert, recht op een verblijfsvergoeding die is vastgesteld op 148,5 F per dag. Dit bedrag is gekoppeld aan de index der consumptieprijzen.

Het Beheercomité kan in uitzonderlijke gevallen de in het vorige lid bedoelde voordelen toekennen wanneer men niet langer dan dertien uren van huis weg is.

HOOFDSTUK 3. — *Slot- en overgangsbepalingen*

Art. 5. Worden opgeheven in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest : het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 mei 1987 betreffende de toekenning van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen, het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 11 juli 1990 tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 mei 1987 betreffende de toekenning van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen, het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 april 1991 tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 mei 1987 zoals gewijzigd op 11 juli 1990 betreffende de toekenning van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 1997. Het is slechts van toepassing op de opleidingscontracten die na deze datum aanvang nemen.

Art. 7. Het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie bevoegd voor Beroepsopleiding is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 februari 1997.

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

H. HASQUIN,
Voorzitter van het College
E. TOMAS,
Lid van het College



F. 97 — 1175

[C - 97/31227]

22 MAI 1997. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 janvier 1996 fixant les critères et les modalités d'intervention dans l'aide matérielle individuelle indispensable à l'intégration sociale ou professionnelle des personnes handicapées, tel que modifié par l'arrêté du 27 juin 1996

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu l'article 8 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes publics;

Vu l'article 83, § 3 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'article 4, 1° des décrets des 19 et 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 6, 9° et 14°, 8 et 30;

Vu l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés, notamment l'article 93, 4°;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 janvier 1996 fixant les critères et les modalités d'intervention dans l'aide matérielle individuelle indispensable à l'intégration sociale ou professionnelle des personnes handicapées, tel que modifié par l'arrêté du 27 juin 1996;

Vu l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 7 janvier 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 octobre 1996;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget;

Vu l'urgence motivée par la nécessité :

- d'une part, de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour que les personnes sourdes puissent en 1997 disposer des avantages instaurés par le présent arrêté,

- et d'autre part, d'adapter les dispositions reprises à l'annexe de l'arrêté relatif à l'aide matérielle individuelle à l'évolution des techniques disponibles et à leurs coûts;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 5 mars 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;